



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 473

Texte de la question

BILAN D'UN AN DE MANDAT PRÉSIDENTIEL

M. le président. La parole est à M. François Hollande, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. François Hollande. Monsieur le Premier ministre, les mauvais chiffres s'ajoutent aux mauvais chiffres. (" Oh ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.) L'inflation vient de dépasser les 3 %. (Exclamations sur les mêmes bancs.)

M. Christian Paul. C'est la vérité !

M. François Hollande. La consommation des ménages a reculé au mois de mars. Les mises en chantier de logements ont diminué de plus de 10 % au premier trimestre. La croissance de notre pays sera au mieux, disent les autorités européennes, de 1,5 %.

M. Jean-Michel Fourgous. Tout va mal, quoi !

M. François Hollande. Nous sommes sous le coup d'un avertissement de Bruxelles pour déficit excessif. Le chômage vient de reprendre sa progression. Voilà l'état de l'économie française. (Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

M. Marc Francina, M. Christian Vanneste et M. Lucien Degauchy. Merci les 35 heures !

M. François Hollande. L'indicateur du moral des Français vient d'atteindre son plus bas niveau historique. Face à cette situation, votre ministre de l'économie et des finances ne cesse de répéter que tout va bien et qu'il y a pas de quoi nous inquiéter... C'est là plus qu'une erreur de communication : la révélation d'un mauvais pilotage de l'économie. (Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)

C'est la question des prix et du pouvoir d'achat qui empêche nos concitoyens de retrouver confiance. Or votre décision d'augmenter, demain, le prix du gaz de 5,5 % - après les 4 % du mois de janvier, portant l'augmentation à 10 % - est une mauvaise nouvelle de plus pour les Français, en particulier pour les 8 millions qui se chauffent au gaz, sachant que le tarif social, qui n'est d'ailleurs toujours pas mis en oeuvre, ne concerne que 10 % d'entre eux.

Face au retour de l'inflation, monsieur le Premier ministre, je vous fais trois propositions à effet immédiat. (Rires et exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

Première proposition : la baisse du taux de TVA sur les produits de première nécessité. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

Deuxième proposition : la mise en oeuvre - enfin - du chèque transport pour les salariés de notre pays, pour compenser la hausse du prix des carburants. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

Troisième proposition : le gel du prix du gaz dès demain matin.

M. Jacques Masdeu-Arus. Démagogie !

M. Marc Francina. Et qui paiera tout cela ?

M. François Hollande. Et pour financer ces trois mesures, je propose d'annuler partiellement le paquet fiscal. (" Ah ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Applaudissements sur les bancs du

groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.) La meilleure façon d'effacer une erreur, c'est d'en supprimer la cause ! Supprimez le paquet fiscal, monsieur le Premier ministre ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Marc Francina. Supprimez les 35 heures !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Monsieur Hollande, vous voulez supprimer la défiscalisation des heures supplémentaires pour les ouvriers et les salariés (*Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) qui ont souffert des trente-cinq heures et du blocage des salaires !

M. Jérôme Lambert. Et le bouclier fiscal ?

M. le Premier ministre. Vous évoquez les chiffres du chômage, comme si vous vous réjouissiez qu'il y ait une augmentation ce mois-ci (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*), alors que nous l'avons ramené à un taux que vous n'avez jamais réussi à atteindre ! (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Vous évoquez la consommation dans notre pays, qui se tient aujourd'hui relativement bien malgré une crise économique internationale. (*Mêmes mouvements.*)

Vous évoquez la croissance dans notre pays, qui se situe aujourd'hui dans la moyenne de celle des pays de la zone euro. (*" Non ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. Michel Sapin. Mensonge ! Mensonge !

M. le Premier ministre. Et vous proposez, pour faire face aux difficultés que nous rencontrons, des solutions qui n'existent pas, des solutions virtuelles !

Reprenons-les : vous nous proposez un taux de TVA réduit sur les produits de première nécessité. Mais c'est déjà le cas, monsieur Hollande ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Les produits de première nécessité bénéficient déjà d'un taux de TVA réduit ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Vous nous proposez de mettre en place un chèque transport qui a été un échec total (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*) et qui est contraire à tout ce que nous essayons, avec Jean-Louis Borloo, de mettre en oeuvre pour changer les comportements dans notre pays et faire face sérieusement au problème du réchauffement climatique. C'est tout à fait typique du débat entre nous : pendant des années, vous vous êtes parés des habits de la lutte pour l'environnement, mais qu'avez-vous fait ? Peu de chose ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Nous, avec le Grenelle de l'environnement, nous avons réussi à trouver avec la société française un accord qui nous permettra de franchir des étapes significatives dans la lutte contre le réchauffement climatique. (*Mêmes mouvements.*)

M. Julien Dray. Vous avez réussi à généraliser les OGM ! Voilà ce que vous avez réussi !

M. le Premier ministre. Quant au prix du gaz, voulez-vous vraiment que le contribuable subventionne le gaz dans notre pays ?

M. François Hollande. Pas le contribuable, l'actionnaire !

M. le Premier ministre. Vous refusez l'évidence : le prix du gaz, que nous achetons à l'étranger, est lié à celui du pétrole. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Patrick Bloche. C'est faux !

M. le Premier ministre. La vérité, c'est que le parti socialiste n'a que deux discours : un discours conservateur - il est contre toutes les réformes que nous proposons - et un discours démagogique à l'égard des Français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur plusieurs bancs du groupe Nouveau Centre.*)

M. Jérôme Lambert. Pas démagogique, protecteur !

M. le Premier ministre. Le Gouvernement et la majorité sont fiers des cinquante-cinq réformes d'ores et déjà votées ou engagées dans notre pays. Vous, vous n'avez aucune raison d'être fiers ni de votre conservatisme ni de votre démagogie ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Données clés

Auteur : [M. François Hollande](#)

Circonscription : Corrèze (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 473

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er mai 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er mai 2008